

Envoyé en préfecture le 24/01/2024

Reçu en préfecture le 24/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240124-24_A_ESE_002-AR

S'LO



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DEF-ESE-0002en date du **24 JAN. 2024****Portant prorogation de l'extension provisoire du Lieu de Vie et d'Accueil « Citoyen dès demain » à LA CHAPELLE BÂTON (86250)****LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L.313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté n°2015-A-DGAS-DEF-ESE-0001 du 15 janvier 2015 portant création du lieu de vie et d'accueil « Citoyen dès demain » à La Chapelle-Bâton pour une capacité de 10 places ;


VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du département de la Vienne ;

VU la demande d'extension provisoire du Lieu de Vie et d'Accueil « Citoyen dès demain » en date du 11 janvier 2024 concernant l'accueil la mise en œuvre d'un séjour de rupture ;

CONSIDERANT la situation d'un enfant en situation de grande fragilité nécessitant une prise en charge rapide et adaptée auprès d'une structure d'accueil ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
39, RUE DE BEAULIEU
86034 POITIERS CEDEX
TELEPHONE 05 49 45 90 45
FAX 05 49 56 45 51

Envoyé en préfecture le 24/01/2024
Reçu en préfecture le 24/01/2024
Publié le 
ID : 086-228600011-20240124-24_A_ESE_002-AR

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le Lieu de Vie « Citoyen dès demain » situé à La Chapelle-Baton (86250) et représenté par son directeur M Salim, est autorisé à étendre sa capacité d'une place pour la période courant du 12 janvier 2024 au 30 mars 2024, portant à titre dérogatoire la capacité d'accueil à 11 places au total.

ARTICLE 2 : Cet arrêté sera caduc si une fin d'accueil intervient avant le 30 mars 2024 et la capacité du Lieu de Vie « Citoyen dès demain » reviendra alors à sa capacité d'accueil initiale, soit 10 places.

ARTICLE 3 : Conformément aux articles L313-1 et L313-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le présent arrêté ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation qui est fixé au 18 décembre 2030 et qui est subordonné aux résultats de l'évaluation réalisée par un organisme extérieur tel que défini par l'article L312-8 du même code.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétence selon l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 5 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 6 : La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente, soit par recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental (Hôtel du Département, place Aristide Briand, 86008 Poitiers), soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers).

En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, vous pouvez saisir le tribunal administratif de Poitiers dans un nouveau délai de deux mois.

Depuis le 1er décembre 2018, vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyen, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le responsable juridique du Lieu de Vie et d'Accueil « Citoyen dès demain » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à POITIERS, le 24 JAN. 2024

Le Président du Conseil
Départemental de la Vienne,

Alain PICHON

